

Entretien

## « **En Grèce, de nouvelles élections sont inévitables** » - « **La Grèce plonge dans le chaos** »

lundi 7 novembre 2011, par [DIFFALAH Sarah](#), [KOUVELAKIS Stathis](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2011).

**Sarah Diffalah - En l'espace d'à peine trois jours, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, a semé une confusion politique sans égale à force de rebondissements. Quel est l'état d'esprit de la population grecque ?**

Stathis Kouvelakis - La séquence politique, qui s'achève vendredi soir 4 novembre 2011, a plongé le pays dans l'« ingouvernabilité » totale. La Grèce plonge dans le chaos. Cette impression, je la ressens dans les rues d'Athènes : un commerce sur trois est fermé, les quartiers sont sombres, une grande partie du centre-ville est devenue relativement dangereuse.

**La volonté, même passagère, de Georges Papandréou, de leur donner l'occasion de s'exprimer par voie de référendum n'a pas apaisé les tensions ?**

Au départ, il y a eu un effet de surprise. L'élément démocratique a été surtout perçu comme une occasion donnée pour exprimer le rejet de la population envers leur gouvernement. Dans la situation actuelle, si le gouvernement avait tenu n'importe quel référendum avec n'importe quelle question, la réponse aurait été « non ». Les taux d'approbation de ce gouvernement oscillent entre 5 et 10 % dans les derniers sondages. Les médias étrangers n'ont pas pris la mesure de l'ampleur de ce rejet depuis un an et demi, comme ils n'ont pas pris la mesure de l'état de la révolte et de la sécession.

On l'a vu lors de la fête nationale du 28 octobre, événement tragique passé presque inaperçu en France. Le chef de l'Etat a été éjecté de la tribune de la cérémonie officielle par une foule en colère. Une foule qui a ensuite occupé la tribune et devant laquelle les contingents civils ont défilé en liesse, chantant des slogans de la résistance et de la lutte contre la dictature. Vous imaginez des choses équivalentes en France ? Ce sont des scènes avec une portée symbolique très forte.

**C'est ce qui a d'ailleurs poussé Georges Papandréou à organiser un référendum...**

Cet événement a été l'élément déclencheur en effet [suite aux deux jours de grève générale des mercredi et jeudi 19 et 20 octobre 2011, les plus importants depuis le début de la vague de mobilisation]. Il était déjà soumis à une forte pression après le vote du 20 octobre qui portait sur toute une série de mesures extrêmement dures de réduction de salaires et de hausses d'impôts. Il a joué son va-tout après le 28 octobre.

**Mais l'éventualité de ce référendum n'aurait pas pu servir de soupape au ras-le-bol des Grecs...**

L'un des buts de Georges Papandréou était en effet d'offrir un moyen d'expression institutionnel, de canaliser le mécontentement quitte à prendre le risque d'un non. Il voulait désamorcer l'aspect le plus explosif et le plus incontrôlable des manifestations de rue.

Est-ce tenable ? Je ne pense pas. Des seuils symboliques de protestation ont été franchis. Ce qu'il faut comprendre c'est que 80 % des Grecs ne savent pas comment ils vont boucler leur budget de novembre. Les taxes ont été multipliées par 10 ! Les élèves n'ont toujours pas de manuels scolaires depuis la rentrée. Cela n'est pas arrivé depuis la Libération. Dans les hôpitaux, on demande aux patients d'aller chercher eux-mêmes les pansements et les aspirines dans les pharmacies. La population est complètement à bout. Quelles que soient les habiletés politiciennes, ça reste des tempêtes dans un verre d'eau. Il n'y a pas de stabilité, ni de stabilisation possible quand le minimum d'une vie normale est interrompue.

### **Le Premier ministre donne l'impression de jouer au poker à coups de bluff...**

En fait, la situation est hors de contrôle. L'ensemble de l'état-major de l'armée a été relevé de ses fonctions, d'une façon tout à fait brusque, le jour même de l'annonce du référendum. Cela indique bien une réaction de panique de l'Etat qui perd le contrôle de la situation. Contrairement à ce qu'on a pu dire, Georges Papandréou n'avait pas peur d'un coup d'Etat. Les chefs d'état-major résistaient très vivement aux coupes dans les dépenses militaires. Il a donc amorcé une recomposition du paysage politique.

### **L'annonce d'un référendum faisait partie de ce début de recomposition ?**

Le calcul de Georges Papandréou avait quelque chose d'ambigu. Aux abois, il avait besoin de quelque chose pour se redonner une légitimité minimale, quitte à être très offensif dans son geste. Il mettait au pied du mur ses adversaires pour les pousser à assumer les conséquences.

En ce sens, comme il s'en est félicité lui-même, Georges Papandréou a obtenu la clarification qu'il souhaitait de la part de l'opposition de droite, qui a jeté son masque. Il faut rappeler qu'il n'y avait pas de consensus entre les deux grands partis autour des mesures d'austérité décidées au niveau européen. L'opposition de droite avait une position ambiguë car elle n'a voté aucun des paquets d'austérité depuis le début de la crise. Aujourd'hui, elle les accepte. Georges Papandréou a aussi coincé la gauche radicale - qui monte dans les sondages autour de 25% des voix - en leur demandant si elle était prête à prendre le risque d'une rupture avec l'Union européenne.

La clarification politique lui a permis de constituer un bloc de consensus, tacite et explicite, plus large et qui lui permet de gagner du temps.

### **Le plan ne va pas au-delà d'un simple gain de temps ?**

Non. Les journalistes grecs qui ont interrogé les ministres le disent clairement. Il n'y a pas de plan derrière tout ça, si ce n'est de gagner du temps.

### **A qui profite cette crise dans le jeu politique interne ?**

Toutes les tentatives vont dans le sens d'une recomposition d'un bloc de force qui va assumer de façon ferme et musclée la mise en œuvre des plans d'austérité dictés par l'Union européenne. Ceux qui dans le Pasok (Mouvement socialiste panhellénique au pouvoir) remettent en cause l'autorité de Papandréou le font pour trouver un consensus avec la droite, voire avec l'extrême droite. Cette dernière est vraiment la grande gagnante de cette crise. Le parti d'extrême droite a voté tous les plans d'austérité, il a été le meilleur soutien du gouvernement. Aujourd'hui, il consolide sa position. Il pèse de 6 à 8% des voix et vont sans doute peser dans les prochaines élections

Il n'y aura pas de majorité absolue dans le prochain Parlement. La droite se maintient tout juste. Le paysage politique sera beaucoup plus éclaté avec 7 ou 8 partis. On va vers une liquéfaction du paysage politique, tout le contraire de ce qu'on a toujours connu.

Si la gauche radicale n'était pas aussi divisée, elle aurait pu constituer une solution de rechange. Avec les écolos, elle pèse plus que l'opposition de droite.

### **Que peut-il se passer maintenant ?**

Des nouvelles élections sont inévitables, même si dans un climat pareil je vois mal comment une campagne peut se dérouler sereinement. Les responsables du Pasok ne peuvent même pas traverser les rues s'ils n'ont pas une escorte policière importante.

La classe politique essaye de trouver des formules de transition qui vont permettre le vote par le Parlement actuel de l'accord du 26 octobre. Mais si le Pasok et la Nouvelle Démocratie, même sans Georges Papandréou, arrivent à se mettre d'accord là-dessus, le gouffre entre les élus et la population n'apparaîtra que plus clairement et s'accroîtra.

### **Et les manifestations pourraient reprendre ?**

Cela me paraît inévitable. Il n'y a pas de fatigue qui compte quand on n'a pas de quoi faire ses courses. La colère est énorme et peut prendre une forme aveugle. Il ne faut pas oublier que la population grecque n'est pas docile. C'est un chaudron. Une étape supplémentaire dans son explosion va inévitablement être franchie. Je ne sais pas sous quelle forme, je ne suis pas devin.

---

### **P.-S.**

\* L'entretien a été réalisé le 4 novembre 2011 par Sarah Diffalah pour le « Nouvel Observateur » en ligne.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20111104.OBS3871/en-grece-de-nouvelles-elections-sont-inevitables.html>

\* Stathis Kouvelakis est professeur de philosophie politique au King's College de Londres, spécialiste de la Grèce.